

## Pour EELV, l'agriculture peut être « 100 % bio et locale » grâce à l'agronomie

© 14/05/2019 | 🧑 Arnaud Carpon • 📰 Terre-net Média

Sur les cinq axes de son programme pour les élections européennes, Europe Ecologie-Les Verts en consacre un sur l'agriculture, que le parti écologiste souhaite « 100 % bio et locale ». Pour l'agriculteur bio Benoît Biteau, candidat en 11e position sur la liste EELV, tous les agriculteurs peuvent opérer la conversion biologique de leur exploitation, « en redéployant toutes les solutions agronomiques » disponibles.



*Benoît Biteau, ici devant les représentants de la FNSEA et Jeunes agriculteurs, mardi 14 mai 2019, est agriculteur et agronome en Charente-Maritime. Il est candidat en 11e position sur la liste Europe Ecologie-Les Verts.*

À quelques jours du scrutin des **élections européennes**, Terre-net.fr analyse un à un les **programmes agricoles** des principales listes en présence et vous en restitue les points clés.

Se succéderont ainsi tout au long du mois de mai 2019 les programmes agricoles des listes suivantes :

UDI Les européens, Europe Ecologie Les verts, Rassemblement national, La France insoumise, Les Républicains, PS-Place publique, Renaissance (La république en marche).

À lire >> [\[Décryptage\] Les enjeux du scrutin européen pour l'agriculture française](#)

**A**griculteur et agronome installé en Charente-Maritime, **Benoît Biteau** présentait le **programme agricole** de la liste **Europe Ecologie-Les Verts** pour les élections européennes, à l'occasion d'une conférence organisée par le SNPAR, le syndicat national de la presse agricole et rurale, mi-avril 2019, puis, mardi 14 mai, devant le « grand oral » organisé par la FNSEA.

Le polyculteur-éleveur, lui-même candidat en 11e position sur la liste EELV, estime que « l'agriculture doit sortir de sa dépendance au **pétrole** et, en particulier, à la fertilisation azotée ». « Il faut 1,5 litres de pétrole pour faire un kilo d'azote de synthèse », calcule-t-il. La **fertilisation azotée**, c'est directement 300 à 400 litres de pétrole par hectare. Avec cet azote de synthèse, on crée une dépendance de l'exploitation au pétrole avant même d'avoir tourné la clé du tracteur. Il faut travailler à des alternatives car cette dépendance sera difficile à tenir dans les prochaines décennies. »

À lire >> [Face au « grand flou » des programmes agricoles, la nécessité d'être plus précis](#)

Pour Benoît Biteau, la solution tient en un mot : agronomie. « Il faut redécouvrir les valeurs et l'intérêt de l'**agronomie** ». Des techniques agronomiques qui doivent, non seulement rendre les exploitations moins dépendantes au pétrole, mais aussi permettre au secteur agricole, tout aussi impactant et

impacté par le **changement climatique**, de réduire son empreinte carbone.

« L'une des solutions au **climat**, c'est de développer le « **4 pour 1000** », explique-t-il. Benoît Biteau et Europe Ecologie-Les Verts défendent vigoureusement l'initiative promue par Stéphane Le Foll quand il était ministre de l'agriculture. « Si on augmentait de 4 % le taux de matière organique de tous les sols, on serait en capacité de capter 75 à 80 % les émissions de gaz à effet de serre de toutes les activités humaines. »

Outre une solution au réchauffement climatique et une alternative au « tout pétrole », les écologistes estiment que l'agronomie constitue le moyen pour parvenir à une « **agriculture 100 % bio et locale** ». Car, l'autre « point d'entrée » du parti écologiste sur les questions agricoles, « c'est la santé humaine ». « Le lien entre la santé humaine et l'utilisation de produits de synthèse n'est plus à démontrer. Il faut absolument accompagner les agriculteurs à renoncer à ces molécules, en particulier les pesticides cancérigènes, mutagènes et reprotoxiques, ainsi que tous les perturbateurs endocriniens. » « On peut maintenir des niveaux de productivité agricole élevés sans recours à ces molécules », assure-t-il.

## Une Pac rémunératrice, et non plus subventionniste

Et pour parvenir à une « agriculture 100 % bio et locale », Europe Ecologie-Les Verts veut revoir de fond en comble la **politique agricole commune**. « Il faut sortir de la logique où les aides constituent des compléments de revenus pour privilégier une logique de rémunération de services rendus, notamment en faveur de pratiques plus favorables pour l'environnement. »

Pour la prochaine Pac, dont la réforme en cours de négociation a été mise en standby en attendant la recomposition du parlement et de la commission européenne après le scrutin, EELV souhaite « mettre fin à la dichotomie de la Pac, avec des **aides du second pilier** qui tentent de contrebalancer les dérives de celles du premier. »

Sur le volet économique de la Pac, Benoît Biteau a défendu aussi une remise à plat pour « sortir des logiques de distribution actuelle ». EELV veut abolir toute répartition par unité de surfaces, « qui incite à l'**agrandissement** plutôt qu'à l'**installation** » et préférerait distribuer les **aides de la Pac par unité de main-d'œuvre**.

« Cela ferait une autre politique agricole tournée vers l'installation. Ça lèverait la problématique de l'**accès au foncier**, car ce n'est plus l'hectare de foncier qui constituerait l'ouverture d'une enveloppe publique, mais la création de main-d'œuvre. Ça serait ainsi une vraie politique de l'emploi. »

À lire >> [\[Décryptage\] Les enjeux du scrutin européen pour l'agriculture française](#)

**[Vidéo] Les grandes lignes du programme agricole d'Europe Ecologie-Les Verts, présentées par Benoît Biteau, agriculteur bio en Charente-Maritime**

*Cliquez sur le curseur pour lancer la vidéo.*

## Ce que dit le volet agricole du programme d'Europe Ecologie-Les Verts

« Une agriculture 100 % bio pour défendre les terroirs et protéger la qualité de notre alimentation »

« Engrais, pesticides, élevage intensif, monocultures, dégradation des eaux et des sols, perte de biodiversité, désertification, risques sanitaires... Nous voulons une politique alimentaire et agricole commune (PAAC) qui s'appuie sur des objectifs nouveaux. Les citoyens ont le droit d'être traités convenablement et que soit respectée la possibilité pour chacun de se nourrir dignement avec des aliments sains.

« Nous défendons une agriculture de qualité, respectueuse des territoires et des animaux, des **produits locaux**, saisonniers, de qualité et accessibles, une **Union européenne** qui s'appuie sur ses régions pour viser une agriculture 100 % bio et locale avec une première échéance à 30 % en 2025, l'interdiction des pesticides et de tous les OGM. »

« Nous voulons favoriser l'alimentation locale, avec la généralisation des **plans alimentaires territoriaux**, des journées européennes végétariennes et bio dans les cantines scolaires et la **restauration collective**, le retrait des aides de la Pac en cas d'exportation et l'instauration d'un conditionnement des aides à un critère territorial pour **relocaliser l'agriculture**. »

« Nous voulons la **juste rémunération des agriculteurs**, des paysans, avec une aide plancher revalorisée (triplément des aides aux 52 premiers hectares, doublé d'un bonus indexé sur les emplois créés) et un plafond de versement pour les grosses exploitations. »

« Nous voulons une agriculture paysanne, dans laquelle les premiers concernés participent aux comités régionaux des fonds PAAC européens.

« Nous voulons une agriculture du vivant, qui encourage l'**agroforesterie**, favorise les protéines végétales et tourne le dos à l'exploitation animale avec une sortie progressive des fonds des exploitations ayant des pratiques de maltraitance (castration sans étourdissement, élevage de poules en cage, broyage des poussins...).

Nous voulons l'interdiction des fermes-usines et la fin des grands centres commerciaux qui consomment les terres et épuisent l'économie locale. »

[ #GrandOral ] " Nous proposons de créer les conditions pr réconcilier tant les #agriculteurs & les consommateurs que l'homme & la nature. Dans les 2 cas, l' #agriculture est très souvent montrée du doigt. Nous devons sortir de cette logique" @Identi\_Terre #ElectionsEuropeennes2019 [pic.twitter.com/6TIfiOdOB](https://pic.twitter.com/6TIfiOdOB)

— La FNSEA (@FNSEA) 14 mai 2019